

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

**ARRÊTÉ N° AR\_2023\_3836\_CC**

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,

**Travaux de voirie liés au BNG**

VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants et les articles L 2213-1 et suivants,

**DU 25/09/23 AU 22/12/23**

VU le Code de la route, notamment les articles R417-10 et L325-1 et suivants,

**RUE MEDERIC**

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**SUR LA COMMUNE DELEGUEE  
DE TOURLAVILLE**

VU le règlement de voirie de l'ex Communauté urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et notamment les articles 25, 26 et 27

Vu l'arrêté n° AR\_2022\_3724\_CC du 12 octobre 2022 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués, complété par l'arrêté N° AR\_2023\_0211\_CC du 17 janvier 2023,

**6. Libertés publiques et pouvoirs de police**

**6.1 Police municipale**

VU la demande de entreprise COLAS pour le compte des services de la Communauté d'Agglomération le Cotentin en date du 12/09/23,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes pendant la durée des opérations,

**ARRÊTE**

**DU 25/09/23 AU 22/12/23**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> - RUE MEDERIC**

La circulation sera ralentie et alternée par feux de chantier en raison d'une chaussée rétrécie et le stationnement interdit dans l'emprise des travaux.

*Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).*

**ARTICLE 2** - Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

**ARTICLE 3** - La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par COLAS-19 RUE HERVE DANNEMONT 50700 BRIX Numéro SIRET entreprise : 32939888302514, responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté devra être affiché sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6** - Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, la Commissaire Centrale de police et le service de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

15 SEP. 2023

Le  
**Pour le Maire et par délégation**  
Le Maire adjoint,  
Pierre-François LEJEUNE

Publié le :

15 SEP. 2023

*Lejeune*

